



Les papiers blancs des Job en 2000 devant le tribunal de commerce. Ph. DDM, archives.

Flatto Sharon, le «diable»

Dans le dossier, il apparaît sous divers noms : Yaïr Gadiel, Jacob Cohen, voire le diable ! « Nous parlions du diable », souligne un des protagonistes. Une très vieille connaissance de la justice française figure au rang des prévenus : le millionnaire israélien Samuel Flatto Sharon. Agé de 77 ans, né en Pologne, il a fait ses études en France où il s'est lancé dans les affaires. Sa vie, telle que la décrit son site internet officiel, est un véritable roman fait d'incessants « coups » dans tous les secteurs d'activités. Il aurait commencé son parcours en revendant les cigarettes des soldats américains à la Libération. Mais c'est surtout dans l'immobilier qu'il investit. Des soupçons de détournements monstres planent sur ses affaires. En 1975, Samuel Flatto Sharon émigre en Israël où il vit aujourd'hui et où il se serait amendé. En 1977, élu à la Knesset, il bénéficie opportunément de l'immunité parlementaire. Aujourd'hui, « Samy » anime une émission de radio sur l'actualité politique qui réunit plus 500 000 auditeurs. Il vient de se lancer dans un nouveau et forcément ambitieux projet : une chaîne de télévision patriotique baptisée Télé Flatto. Son casier judiciaire mentionne 35 condamnations pour la période 1968-1995. Dans ce domaine aussi, un record ! Samuel Flatto Sharon est sous le coup d'un mandat d'arrêt dans l'affaire Job.

«Les vrais responsables ne sont pas là»

Pendant les trois jours du procès, les anciens salariés de Job manifesteront place du Salin devant le palais de justice en répandant, comme d'habitude, leurs milliers de petits papiers blancs. Délégué CGT, Philippe Moitry, répond à nos questions.

Quel est votre état d'esprit à l'idée de revoir vos anciens dirigeants ?

Je n'ai pas de sentiment de vengeance. Nous leur avons fait la promesse qu'on les retrouverait. Aujourd'hui, la boucle est bouclée. Nous avons montré qu'avec une

mobilisation, tout n'est pas forcément perdu.

Est-ce qu'à l'époque vous imaginiez ce qui se cachait derrière cette reprise ?

Nous connaissions Dechêne, Malka et Feibelman. On avait bien vu que l'argent partait. On se doutait que c'était vers Israël. Tout cela s'est déroulé en quelques mois. Pendant les congés d'été, l'usine était fermée. Il ne restait que les administratifs et une partie de la direction, ce sont eux qui se sont aperçus que l'argent partait : il y avait des factures vers des

sociétés, des frais d'hôtel... On avait alors foutu dehors ces dirigeants. On avait même amené Malka de force dans le réfectoire. On avait organisé son procès pour le sommer de dire la vérité.

Qu'attendez-vous aujourd'hui ?

Qu'ils soient condamnés, qu'un préjudice soit reconnu. Mais au delà, les vrais responsables, Bollore et Scheufelen, sont passés à travers les mailles du filet. Pour nous, il y avait une entente entre eux et Gecco n'était qu'un intermédiaire.



Philippe Moitry, délégué CGT, un des acteurs du combat des Job.

LA DEPECHE DU MIDI (MARS)